Quelle est l'incidence des régimes d'admission sur les taux de scolarisation dans l'enseignement tertiaire public?

LES
INDICATEURS
DE L'ÉDUCATION
À LA LOUPE
OCTOBRE 2018

#63

Quelle est l'incidence des régimes d'admission sur les taux de scolarisation dans l'enseignement tertiaire public?

- D'après les résultats d'une enquête menée auprès de 38 pays et économies, la plupart pratiquent une forme ou une autre de sélection à l'admission dans l'enseignement tertiaire public, au moins dans certains domaines d'études ou établissements.
- Des régimes centralisés d'admission dans les établissements publics d'enseignement tertiaire sont appliqués dans un tiers des pays et économies, et peuvent servir à limiter les inscriptions.
- L'administration d'examens nationaux/centraux vers la fin du deuxième cycle de l'enseignement secondaire afin d'évaluer la performance des candidats sert de test de sélection à l'admission dans au moins certains établissements publics dans la moitié des pays. Dans un tiers des pays, les établissements d'enseignement tertiaire organisent également des examens d'entrée.
- La moyenne des notes du secondaire, les entretiens et l'expérience professionnelle comptent parmi les autres critères les plus souvent pris en compte dans les régimes d'admission sélectifs, mais la plupart des pays disposent de mesures pour promouvoir la participation à l'enseignement tertiaire et l'équité des dispositifs de candidature.

Encadré 1. Sources

Les données présentées ici sur les critères et régimes d'admission nationaux en vigueur pour les candidats à l'admission en premiers cursus tertiaires se fondent sur les résultats d'une enquête administrée en 2017 consacrée aux critères officiels d'admission. Les pratiques pouvant varier considérablement entre les établissements d'enseignement tertiaire de chaque pays, cette enquête n'est pas en mesure de rendre compte de la diversité des pratiques adoptées dans les 38 pays et économies participants. Pour de plus amples informations, consulter l'indicateur D6 de *Regards sur l'éducation 2017* (OCDE, 2017^[1]).

Les données sur le nombre de candidats et de candidatures pour l'admission en premiers cursus tertiaires proviennent d'une enquête administrée en 2018. Parmi les 30 pays et économies participants, seuls 13 ont fourni des données sur le nombre de candidatures et celui de candidats selon l'issue donnée à leur candidature (admis et inscrits, admis mais non inscrits, ou non admis, c'est-à-dire n'ayant reçu aucune réponse positive à aucune de leurs candidatures) (OCDE, 2018^[2]).

Ces dernières décennies, le niveau de formation de la population s'est considérablement élevé dans la plupart des pays et économies. Le pourcentage de jeunes adultes (25-34 ans) non diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire est passé de 20% en 2007 à 15% en 2017, en moyenne, dans les pays de l'OCDE. Parallèlement, celui des adultes diplômés de l'enseignement tertiaire a augmenté dans ce même groupe d'âge, passant de 34% en 2007 à 44% en 2017.

Cette élévation du niveau de formation de la population résulte de la hausse des taux de participation à l'enseignement tertiaire. On estime qu'en moyenne, dans les pays de l'OCDE, 57% des jeunes adultes en 2016 (à l'exclusion des étudiants en mobilité internationale) entameront une formation tertiaire au cours de leur vie (sur la base des premières inscriptions), avec des pourcentages allant de 15% au Luxembourg à 71% au Chili. Différents facteurs peuvent contribuer à ces variations entre les pays, notamment le nombre potentiel de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, les retombées de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire (en termes de débouchés professionnels et de revenus) ou l'offre de formations tertiaires. Les variations entre les pays peuvent en outre être liées à leurs régimes d'admission dans les établissements d'enseignement tertiaire.

Les résultats d'une enquête de l'OCDE sur les critères et les régimes d'admission nationaux appliqués aux candidats à l'admission en premiers cursus tertiaires (voir encadré 1) nous éclairent sur l'incidence que les régimes d'admission peuvent avoir sur les taux de participation à ces formations dans les établissements publics d'enseignement tertiaire.

La plupart des pays limitent dans une certaine mesure la capacité d'accueil des établissements d'enseignement tertiaire

Le type de régime d'admission appliqué peut avoir une incidence significative sur les taux de participation. Alors que les régimes d'admission ouverts ou non sélectifs garantissent à tout titulaire du diplôme requis du deuxième cycle de l'enseignement secondaire la possibilité de s'inscrire dans une formation tertiaire, certains pays appliquent un régime sélectif pour limiter la capacité d'accueil dans les établissements d'enseignement tertiaire. Les régimes d'admission ouverts promeuvent un accès universel, tandis que les régimes sélectifs mettent les candidats en concurrence afin d'attirer et de retenir les plus qualifiés. Toutefois, même les pays à régimes d'admission ouverts peuvent appliquer certains mécanismes de limitation ou de sélection, y compris pour les établissements publics. Les raisons de l'adoption d'une approche sélective peuvent varier sensiblement entre les pays. Certains limitent les admissions en raison de contraintes budgétaires dans l'enseignement tertiaire, tandis que d'autres considèrent la sélection comme un moyen de ne retenir que les étudiants les plus susceptibles de terminer leurs études avec succès. Ces mécanismes de sélection peuvent soulever des problèmes d'équité, en particulier dans les pays où l'égalité des possibilités d'apprentissage n'est pas de mise dans les niveaux inférieurs d'enseignement.

Sur les 35 pays ayant pris part à l'enquête et disposant de données sur les établissements publics d'enseignement tertiaire, la moitié environ n'ont que des régimes d'admission sélectifs, principalement liés à la limitation de la capacité d'accueil par les établissements d'enseignement tertiaire. Dans la seconde moitié de pays à régimes d'admission ouverts, tous à l'exception des Communautés flamande et française de Belgique appliquent des mécanismes de limitation ou de sélection, pour au moins certains domaines d'études ou établissements. Les mécanismes de limitation concernent principalement les domaines d'études, et le Canada, la Colombie, les États-Unis, la France et la République slovaque sont les seuls pays à appliquer un processus de sélection pour l'admission dans au moins certains établissements d'enseignement tertiaire. Les pays à régimes sélectifs limitent plus souvent la capacité d'accueil par établissement d'enseignement tertiaire que par domaine d'études (graphique 1). En Estonie, en Finlande et en Norvège, la limitation de la capacité d'accueil des établissements d'enseignement

GRAPHIQUE 1 / Limitation de la capacité d'accueil dans certains domaines d'études et établissements dans les pays à régime d'admission ouvert ou sélectif dans l'enseignement tertiaire public (2017)

Lecture du graphique : Dans les pays à régime d'admission ouvert, une limitation de la capacité d'accueil peut néanmoins être pratiquée, soit par domaine d'études, soit par établissement. Cette limitation peut concerner l'ensemble des domaines d'études ou types d'établissements, certains d'entre eux uniquement, ou aucun. De même, dans les pays à régime sélectif, une limitation peut être fixée en fonction du domaine d'études et/ou de l'établissement. Par conséquent, un pays à régime sélectif peut indiquer ne pratiquer aucune limitation pour l'une de ces dimensions.

Remarque : Sur les 38 pays ayant pris part à l'enquête, ce graphique n'inclut pas ceux dont les données sont manquantes ou non applicables.
Source : OCDE (2017), tableau D6.1. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

tertiaire peut retarder l'accès à ce niveau d'enseignement et explique en partie pourquoi les nouveaux inscrits y sont en moyenne âgés d'un an de plus que la moyenne de l'OCDE (23 ans, contre 22).

La limitation de la capacité d'accueil peut refléter celle de la capacité des établissements (en termes de corps enseignant ou d'infrastructures) à accueillir les étudiants. Au Danemark, le type de régime d'admission appliqué dépend ainsi du nombre de candidats : il est respectivement ouvert/sélectif lorsque le nombre de candidats est inférieur/supérieur à celui des places disponibles.

La limitation de la capacité d'accueil peut aussi résulter de la volonté des autorités de limiter le nombre de diplômés dans certains domaines d'études. Ce type de décision est lié aux débouchés sur le marché du travail ou résulte de l'évaluation des besoins de la population par les pouvoirs publics. Cette situation concerne souvent les domaines d'études offrant de bons débouchés professionnels, tels que ceux en lien avec la santé. En Italie, le ministère de l'Éducation définit ainsi chaque année à l'échelle nationale les capacités d'accueil des formations tertiaires en médecine, sciences dentaires et autres professions de santé, ainsi qu'en médecine vétérinaire et en architecture.

La plupart des pays à système d'admission centralisé limitent le nombre de candidatures des étudiants

Les systèmes d'admission centralisés, dans lesquels les candidats à une formation tertiaire doivent utiliser un système unique pour postuler pour différents cursus et établissements, peuvent donner aux étudiants l'avantage de n'avoir à préparer qu'une seule candidature pour accéder à un large éventail de cursus tertiaires différents. Ce type de système peut aussi s'avérer un bon moyen de gérer l'accès à l'enseignement tertiaire et d'éviter les inscriptions multiples. Près d'un tiers des pays et économies disposant de données appliquent un système d'admission centralisé pour les établissements publics d'enseignement tertiaire, et une proportion similaire combine des systèmes centralisés (pour certains cursus tertiaires) avec un dispositif de candidature directe pour d'autres établissements tertiaires. En Hongrie, les étudiants postulent par exemple à l'ensemble des cursus par le biais d'un système centralisé, à l'exception des formations religieuses qui nécessitent l'envoi direct des candidatures aux établissements d'enseignement supérieur.

Avec les systèmes centralisés, certains pays limitent le nombre de candidatures ou de préférences pouvant être soumis par chaque étudiant, ou encore le nombre de propositions faites aux étudiants. Alors qu'aucune limitation n'est imposée en Grèce, en Italie et en Nouvelle-Zélande, le nombre maximum de candidatures allait en 2015 de 2 au Brésil à 24 en France et en Turquie. En Allemagne, au Chili, au Danemark, en Finlande, en France, en Grèce, en Lituanie, au Portugal, en Slovaquie, en Suède et en Turquie, les étudiants peuvent soumettre plusieurs candidatures, mais ne reçoivent qu'une seule proposition.

La combinaison d'un plus grand nombre de critères d'admission renforce la sélection

Dans tous les pays, l'accès à l'enseignement tertiaire public nécessite l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Ce critère n'est toutefois pas nécessairement suffisant, même dans les pays à régimes d'admission ouverts.

Dans la moitié environ des pays et économies ayant pris part à l'enquête, les diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire doivent aussi satisfaire un critère de performance scolaire minimale (fixé par les pouvoirs publics) pour l'admission dans au moins certains premiers cursus tertiaires ou établissements (publics ou privés). Ce critère de performance minimale est plus souvent appliqué pour des domaines d'études spécifiques que pour des établissements tertiaires spécifiques : 13 pays appliquent ce type de critère pour certains domaines d'études, tandis que 8 le font pour tout ou partie des établissements d'enseignement tertiaire. Différents types d'évaluations de la performance peuvent être utilisés à cette fin (OCDE, 2017^[1]).

L'administration d'examen ou de tests auprès des élèves du deuxième cycle de l'enseignement secondaire (examens nationaux/centraux ou non pouvant être standardisés ou non, voir la section « Définitions ») constitue un critère d'admission répandu pour l'entrée dans l'enseignement tertiaire. Environ deux tiers des pays et économies ayant fourni des données administrent un examen national ou central à la fin du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Dans la quasi-totalité d'entre eux, plus de trois quarts des élèves du deuxième cycle de l'enseignement secondaire passent cet examen, qui est obligatoire pour l'admission dans la plupart des établissements publics d'enseignement tertiaire.

La reconnaissance d'un examen commun unique par l'ensemble des établissements d'enseignement tertiaire facilite le processus d'admission, réduit les financements requis de la part des pouvoirs publics et des établissements publics, favorise l'équité et augmente le nombre d'établissements auprès desquels les étudiants peuvent postuler (par rapport aux systèmes

GRAPHIQUE 2 / Critères autres que l'évaluation de la performance utilisés pour l'admission en premiers cursus tertiaires dans les établissements publics (2017)

Source : OCDE (2017), tableau D6.8. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

nécessitant une candidature pour chaque établissement). Toutefois, dans certains pays, les établissements d'enseignement tertiaire peuvent aussi administrer leurs propres tests pour la sélection des étudiants. Ce type de tests est utilisé dans 20 pays, mais seulement par les établissements publics dans 12 d'entre eux.

Comme le montre le graphique 2, les établissements publics utilisent également d'autres critères, en plus des évaluations de performance, pour décider des admissions en premiers cursus tertiaires. Outre les moyennes des notes du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, les critères les plus fréquemment utilisés pour l'admission des étudiants sont : les entretiens (26 pays), l'expérience professionnelle antérieure (20 pays), les activités antérieures de bénévolat (15 pays), les recommandations en faveur des candidats (11 pays) et les lettres de candidature (16 pays). Ces différents critères peuvent être utilisés séparément ou combinés à d'autres. La Hongrie n'utilise par exemple que la moyenne des notes des élèves dans l'enseignement secondaire, en plus de leur réussite aux examens nationaux, pour décider de leur admission dans les établissements publics d'enseignement tertiaire (OCDE, 2017^[1]).

Les pays où les pourcentages de candidats se voyant refuser leur admission dans l'enseignement tertiaire – ceux n'ayant reçu aucune réponse positive à aucune de leurs candidatures – sont les plus élevés appliquent des régimes d'admission très sélectifs. Parmi les 13 pays disposant de données (voir encadré 1), le pourcentage de candidats refusés va de moins de 5 % en Australie à plus de 60 % en Finlande et en Suède (graphique 3). Dans ces deux derniers pays, les admissions sont limitées pour tous les cursus et domaines d'études, et leur nombre est fixé à l'issue de négociations entre les établissements d'enseignement tertiaire et l'exécutif central. Ces taux nationaux peuvent masquer des variations plus importantes au sein des pays entre les différents domaines d'études. À l'inverse, en France, la sélection est faible à l'entrée dans l'enseignement tertiaire et les candidats ont la possibilité de soumettre un grand nombre de candidatures par le biais d'un système centralisé : près de 90 % des candidats sont admis et inscrits dans l'un des cursus demandés. Cette faible sélection peut toutefois avoir pour conséquence que certains des étudiants admis n'auront pas les compétences ou connaissances requises pour terminer avec succès la formation tertiaire entamée.

Certains régimes d'admission diffèrent pour les étudiants en mobilité internationale

La moitié environ des pays et économies ayant pris part à l'enquête appliquent un régime d'admission différent pour les étudiants en mobilité internationale, même si dans un quart d'entre eux, cette particularité ne concerne que les candidats originaires de certains pays. Le régime ne diffère par exemple pas pour les étudiants originaires de pays membres de l'Union européenne (UE) postulant pour une formation tertiaire dans un autre pays de l'UE. Tous les pays appliquant un régime d'admission différent pour les étudiants en mobilité internationale requièrent (au moins) un certificat scolaire accrédité délivré dans le pays d'origine et des compétences linguistiques. Ces critères s'appliquent également dans au moins deux tiers des pays à régimes d'admission similaires pour tous les étudiants, qu'ils soient non ressortissants nationaux/en mobilité internationale ou ressortissants nationaux. Ces critères peuvent renseigner sur la capacité des étudiants en mobilité internationale à terminer avec succès les cursus pour lesquels ils postulent.

Les taux de participation des étudiants en mobilité internationale peuvent aussi être limités par le niveau des frais de scolarité. Dans 11 des 38 pays ayant pris part à l'enquête, les frais de scolarité sont significativement plus élevés pour les étudiants en mobilité internationale que pour les ressortissants nationaux, avec un montant représentant plus du triple en Australie et au Canada, et environ le double en Autriche et aux États-Unis. Malgré le montant supérieur de ces frais, le nombre d'étudiants en mobilité internationale continue d'augmenter chaque année, en particulier dans les pays anglophones.

Il est possible d'ajuster les mécanismes d'admission pour améliorer les taux de participation et garantir l'équité

La plupart des gouvernements ont également adopté des mesures pour favoriser l'équité de l'accès à l'enseignement tertiaire entre les différents milieux socio-économiques et entre les hommes et les femmes, ou plus généralement pour encourager la participation à l'enseignement tertiaire (graphique 4). En dehors de l'Islande et de la République tchèque, qui n'ont fait part d'aucune mesure de ce type, les pays ont indiqué avoir adopté des mesures concernant les frais de scolarité ou le soutien financier aux étudiants, ou plus généralement l'amélioration des taux de participation dans des groupes spécifiques de la population ou certains domaines d'études.

Les frais de scolarité et autres à charge des étudiants peuvent constituer des obstacles financiers à l'accès à l'enseignement tertiaire, en particulier pour les étudiants issus de milieux socio-économiques plus défavorisés. La réduction de ces frais

GRAPHIQUE 3 / Candidats à l'admission en premiers cursus tertiaires, selon l'issue donnée à leur candidature (2016)

1. Inclut les candidats à l'admission dans une formation tertiaire de cycle court.

Les pays sont classés par ordre décroissant du pourcentage de candidats admis et inscrits.

Source : OCDE (2018). Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

peut améliorer l'égalité des chances d'accès à ce niveau d'enseignement. Dans 12 des 38 pays et économies ayant pris part à l'enquête, les étudiants n'ont aucun frais de scolarité à payer pour les premiers cursus tertiaires, et dans 4 pays, ils ne doivent s'acquitter que de frais administratifs. Parmi les autres mesures adoptées par les pouvoirs publics pour réduire les frais de scolarité, citons leur subvention, leur plafonnement, ou encore leur réduction pour certains domaines d'études. Un grand nombre de pays proposent également un soutien financier aux étudiants. Déductions/allègements/crédits fiscaux, bourses ou autres allocations aux ménages et prêts d'études comptent parmi les types de soutien les plus répandus et sont proposés dans au moins la moitié des pays disposant de données. Parmi les pays restants, environ 85 % proposent un soutien

GRAPHIQUE 4 / Politiques, mesures et campagnes mises en œuvre par les pouvoirs publics pour encourager/accroître la participation aux premiers cursus tertiaires (2017)

Source : OCDE (2017), tableau D6.2 disponible en ligne. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

financier aux étudiants par le biais de prêts d'études publics ou de bourses. Depuis 2016, le Chili a par exemple instauré un dispositif de gratuité (*Gratuidad*) dans le cadre de la réforme éducative du gouvernement en place. Il ne s'agit toutefois pas d'un dispositif universel : il finance 50 % des étudiants les plus démunis qui satisfont certains critères académiques. Les mesures de ce type visant à réduire la charge financière des études tertiaires peuvent contribuer (aux côtés d'autres facteurs tels que le rendement financier de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire) à expliquer le niveau élevé des taux d'accès en dépit du montant supérieur des frais de scolarité dans des pays tels que l'Australie, le Chili et la Nouvelle-Zélande.

La moitié des pays disposant de données ont également adopté des mesures afin de promouvoir l'égalité des sexes dans l'enseignement tertiaire. En 2016, en moyenne, dans les pays de l'OCDE, seul 1 % des femmes diplômées avaient suivi un cursus en technologies de l'information et de la communication, et 6 % en ingénierie, industries de transformation et construction, contre respectivement 7 % et 25 % chez les hommes. Certains pays se sont donc attachés à améliorer les taux de participation des femmes dans certains domaines d'études. L'Italie a par exemple lancé l'initiative « Le mois des STIM – les femmes veulent compter », visant à nourrir le débat sur ce sujet, à encourager les étudiants à entreprendre des études dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM), et à lutter contre les stéréotypes sexistes et la discrimination à l'école, avec le soutien d'associations et d'autres acteurs (61e Session de la Commission de la condition de la femme, 2017^[3]).

Pour conclure

Les processus et critères d'admission influent tous deux sur les taux de participation dans l'enseignement tertiaire. Les systèmes d'admission centralisés peuvent améliorer l'efficacité du processus d'admission, mais limiter le nombre de candidatures et de propositions faites aux candidats ; les critères de performance minimale et les frais de scolarité constituent des obstacles à l'accès aux études tertiaires, même lorsque des ajustements sont faits pour des groupes spécifiques ou des raisons d'équité. Cet aperçu des régimes d'admission dans l'enseignement tertiaire permet une meilleure analyse des implications de ces différentes politiques dans différents cadres, et donc une meilleure compréhension des facteurs les plus décisifs en termes de retombées.

Définitions

Par **examens ou tests standardisés**, on entend les épreuves administrées et corrigées dans les mêmes conditions dans différents établissements, de sorte que les résultats des élèves soient directement comparables entre établissements.

Par **examens centraux ou nationaux**, on entend les épreuves standardisées officiellement suivies d'effets pour les élèves, c'est-à-dire dont les résultats déterminent s'ils sont admis en classe supérieure ou s'ils ont réussi un niveau d'enseignement officiellement reconnu. Ces épreuves évaluent une grande partie des connaissances et compétences que les élèves sont censés avoir acquises dans une discipline donnée.

Par **examens standardisés non nationaux/centraux**, on entend les épreuves standardisées administrées et corrigées dans les mêmes conditions dans différents établissements au niveau des entités fédérées ou à l'échelon territorial/provincial/régional/local, de sorte que les résultats des élèves soient directement comparables entre établissements.

Par **examens d'entrée**, on entend les épreuves qui ne sont pas administrées par les établissements du deuxième cycle de l'enseignement secondaire et dont les résultats sont habituellement utilisés pour décider ou aider à décider de l'admission des candidats dans l'enseignement tertiaire. Ces épreuves peuvent être conçues et/ou corrigées par les établissements d'enseignement tertiaire (seuls ou en consortium) ou par des agences privées.

POUR TOUT COMPLÉMENT D'INFORMATION :

61^e Session de la Commission de la condition de la femme (2017), Promoting STEM as an essential factor for women's labor inclusion and career advancement, <http://esango.un.org/SideEvents/documents/2013>. [3]

OCDE (2018), *Regards sur l'éducation 2018 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2018-fr>. [2]

OCDE (2017), *Regards sur l'éducation 2017 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2017-fr>. [1]

VOIR

www.oecd.org/fr/education/Regards-sur-l-education-19991495.htm
Les indicateurs de l'éducation à la loupe (numéros précédents)
PISA à la loupe
L'enseignement à la loupe

PROCHAIN NUMÉRO

Quel est le degré de décentralisation des systèmes d'éducation et son incidence pour les établissements d'enseignement ?

CONTACTER :

Etienne Albiser (etienne.albiser@oecd.org) ;
contribution de Pauline Le Pape

Crédit photo : © Christopher Futcher / iStock ; © Marc Romanelli / Gettyimages ; © michaeljung / Shutterstock ; © Pressmaster / Shutterstock
Ce document est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions qui y sont exprimées et les arguments qui y sont employés ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.